



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice **d'information du territoire**

« **Zone prioritaire de l'AAC de Flins-Aubergenville** » (FLIN)

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Zone prioritaire de l'AAC de Flins-Aubergenville » au titre de la campagne PAC 2025. Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « ZONE PRIORITAIRE DE L'AAC DE FLINS-AUBERGENVILLE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le champ captant exploité par SUEZ Eau France comprend 35 forages dont 23 classés prioritaires et 21 sensibles au titre du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027.

L'aire d'alimentation de captage (AAC) de Flins-Aubergenville, délimitée dans l'objectif de protéger la ressource en eau captée par ces forages, a une superficie de 10 000 ha et couvre 23 communes, en bord de Seine, dans un environnement agricole, urbain et industriel. La zone prioritaire d'alimentation en eau du champ captant se situe en rive gauche de la Seine, sur 4 860 ha dont 1 495 ha de SAU exploités par une trentaine d'agriculteurs céréaliers et/ou maraichers majoritairement (Figure 1).

Toute parcelle intersectant le périmètre de la Zone Prioritaire définie par l'étude AAC et de plus de 50% dans la zone est éligible au projet agro-environnemental et climatique (PAEC) de Flins pour les enjeux eau et biodiversité. Les communes dont le périmètre est partiellement inscrit dans la zone prioritaire sont présentées dans le Tableau 1. Le périmètre du PAEC est présenté en Figure 1.

Le nord de l'AAC de Flins-Aubergenville est couvert par le PAEC porté par le parc naturel régional du Vexin français. Toute l'AAC pourra bénéficier des mesures proposées à l'échelle Île de France.

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

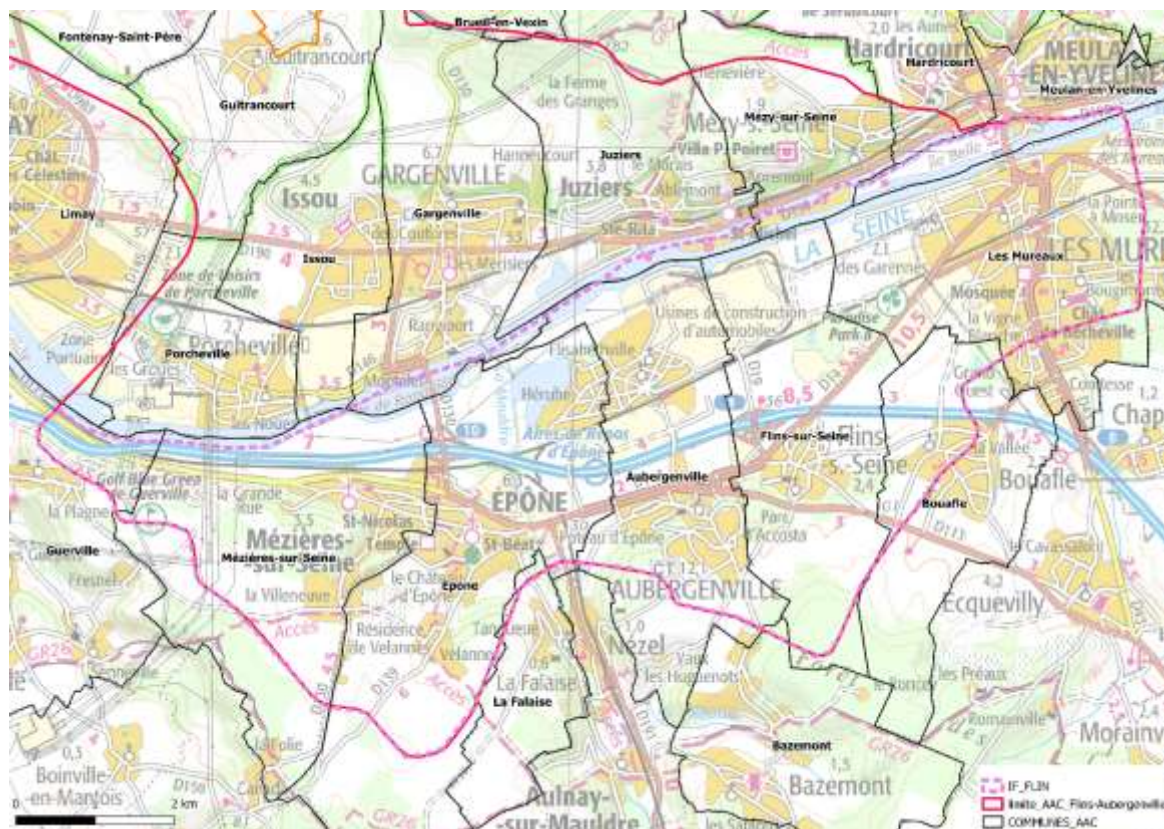


Figure 1 : Cartographie du PAEC de Flins et communes concernées

Communes	Surface totale de la commune (ha)	Surface du territoire communal ouverte aux MAEC (Zone Prioritaire)	
		en hectares (ha)	En pourcent (%)
Les Mureaux	1223	874	71%
Flins-sur-Seine	873.7	839	96%
Epône	1334	983	74%
Aubergenville	908.7	739	81%
Mézières-sur-Seine	1077	773	72%
Meulan	346.5	109	31%
Gargenville	859.1	71	8%
Bouafle	708.8	221	31%
Guerville	1010	92.8	9%
La Falaise	301.2	13.5	4%

Tableau 1 : Communes intégrées partiellement dans le PAEC de Flins-Aubergenville

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'animation portée par SUEZ sur ce territoire confirme l'engagement fort et durable d'intérêt général et de solidarité territoriale de ce maître d'ouvrage dans la protection de la ressource en eau :

- en garantissant la qualité de l'eau potable distribuée par le service public des collectivités grâce à un binôme eau brute de qualité / usine de traitement performante et fiable.
- en évitant des surcoûts de traitement dans le prix de l'eau pour rendre l'eau distribuée conforme à la réglementation eau potable.
- en évitant l'escalade aux nouvelles étapes de traitement.

Le champ captant est soumis à une DUP (déclaration d'utilité publique) datant de 1976 en cours de révision.

Le programme d'actions mené depuis 2009 par SUEZ et renforcé dans le cadre du Contrat Territorial Eau & Climat 2021-2024 signé avec l'agence de l'eau Seine Normandie et la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPS&O) a pour objectif la mise en place de mesures visant à réduire l'impact environnemental des activités agricoles et non agricoles concourant à la dégradation des eaux souterraines pour les paramètres nitrates et produits phytosanitaires de synthèse. Les objectifs affichés pour le mélange des eaux brutes sont les suivants :

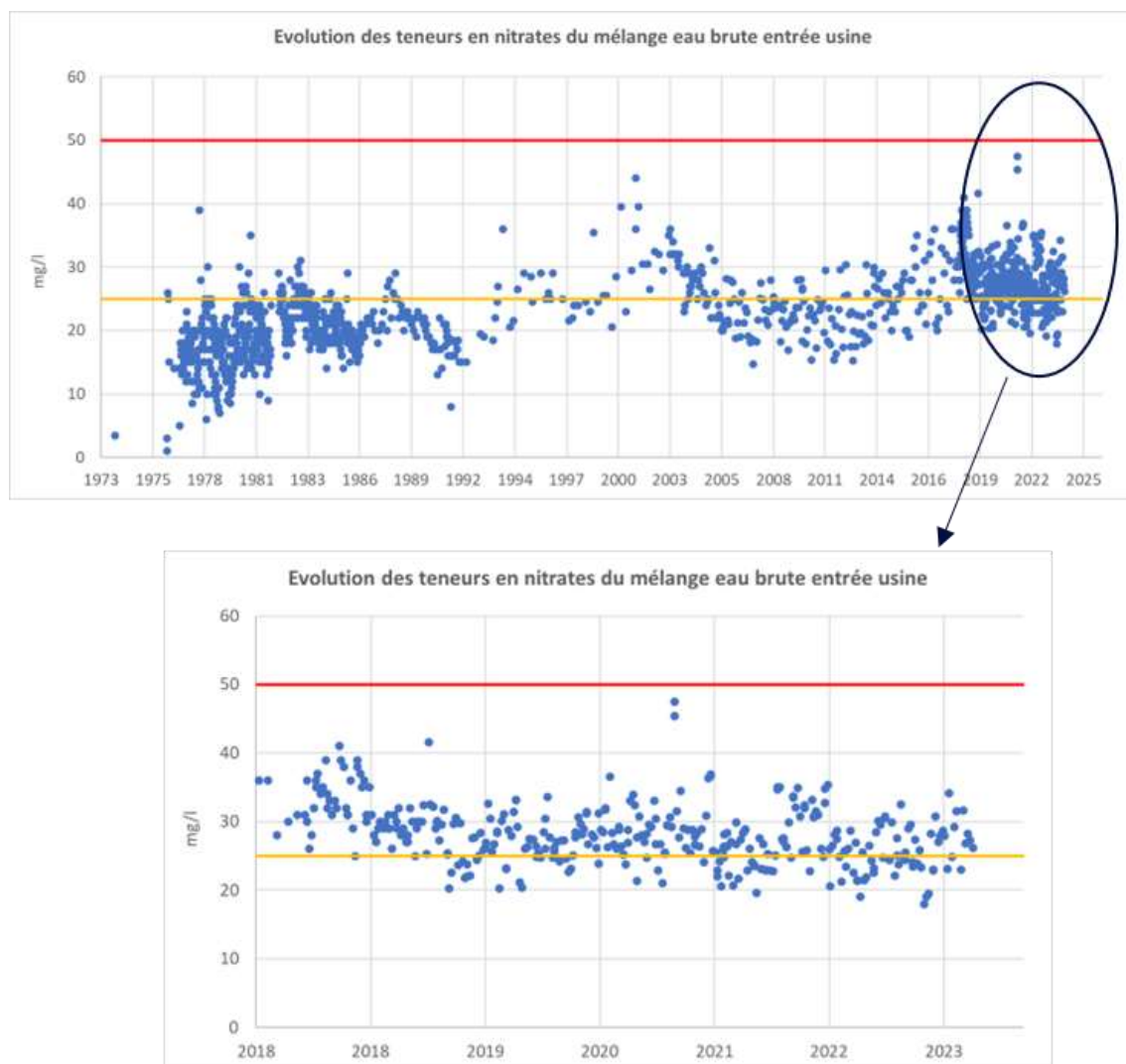
- teneurs en nitrates au refoulement de l'usine < 25 mg/l
- teneurs en molécules phytosanitaires de synthèse sur le mélange eau brute :
 - pour la somme des molécules < 0.25 µg/l
 - par molécule < 0.05 µg/l

2.1 Enjeux de qualité d'eau

Le champ captant comprend des forages de qualité différente en raison de l'aquifère capté. Les forages qui captent les alluvions en bord de Seine présentent une qualité correcte en raison des dilutions des concentrations par les apports d'eau de Seine ou de la ré-infiltration d'eau réalisée par SUEZ. Les temps de transfert sont de l'ordre de 5 à 15 ans. Les forages en pied de coteaux captent la nappe de la Craie et présentent des teneurs élevées en nitrates et pesticides dues aux transferts en provenance des coteaux. Les temps de transfert sont de l'ordre de 25 ans. L'enjeu prioritaire sur l'AAC est agricole avec des pollutions dues aux nitrates et aux pesticides.

Enjeu nitrates

Les teneurs en nitrates ont tendance à augmenter (Figure 2). Une forte baisse est observée les années de mise en service de la réalimentation de nappe en 2007. Le mélange des eaux brutes arrivant à l'usine présente une teneur moyenne aux alentours des 30 mg/l début 2019. Néanmoins, cette teneur moyenne dépend de la qualité d'eau de chaque forage et est fortement influencée par la part des volumes prélevés sur chaque forage. Les teneurs en nitrates sont dépendantes de la localisation des forages. Les forages qui captent la nappe alluviale de la Seine présentent des teneurs en nitrates faibles. Les forages qui captent la nappe de la Craie sont impactés par des teneurs en nitrates élevées qui s'expliquent par des flux issus des coteaux agricoles. Les teneurs des forages de pied de coteaux dépassent fréquemment les



80 mg/l. Les nitrates sont en grande majorité d'origine agricole. Les flux issus de l'assainissement sont faibles en raison des mises en conformité des réseaux et d'une majorité de systèmes d'assainissement reliés aux stations d'épuration.

Figure 2 : Evolution des teneurs en nitrates moyenne du mélange des eaux brutes du champ captant

Enjeu pesticides

Depuis 2018, le nombre de paramètres analysés est plus important, ne signifiant pas pour autant une dégradation de l'état de la nappe (Figure 3). La hausse de la somme des concentrations s'explique notamment par l'analyse de métabolites jusqu'à présent non recherchés comme le métazachlore et ses métabolites, les métabolites du métolachlore. Sur le mélange eaux brutes, les molécules les plus fréquemment détectées sont les herbicides d'origine agricole ou non agricole : diuron, éthidimuron, simazine, bentazone, chlortoluron, isoproturon.

Sur les forages qui captent les eaux des coteaux, des molécules interdites avant 2008 sont encore détectées, notamment l'atrazine et ses métabolites. Les teneurs en atrazine diminuent mais les teneurs en Atrazine Déséthyl-déisopropyl dépassent ponctuellement les 0,1 µg/l. Certains forages sont encore impactés par des molécules autrefois utilisées en maraichage (oxadixyl). Sur les forages en vallée de Seine, les molécules actuellement utilisées sont plus fréquemment détectées en raison des temps de transfert plus rapides. Notons qu'il s'agit principalement d'herbicides utilisés sur grandes cultures.

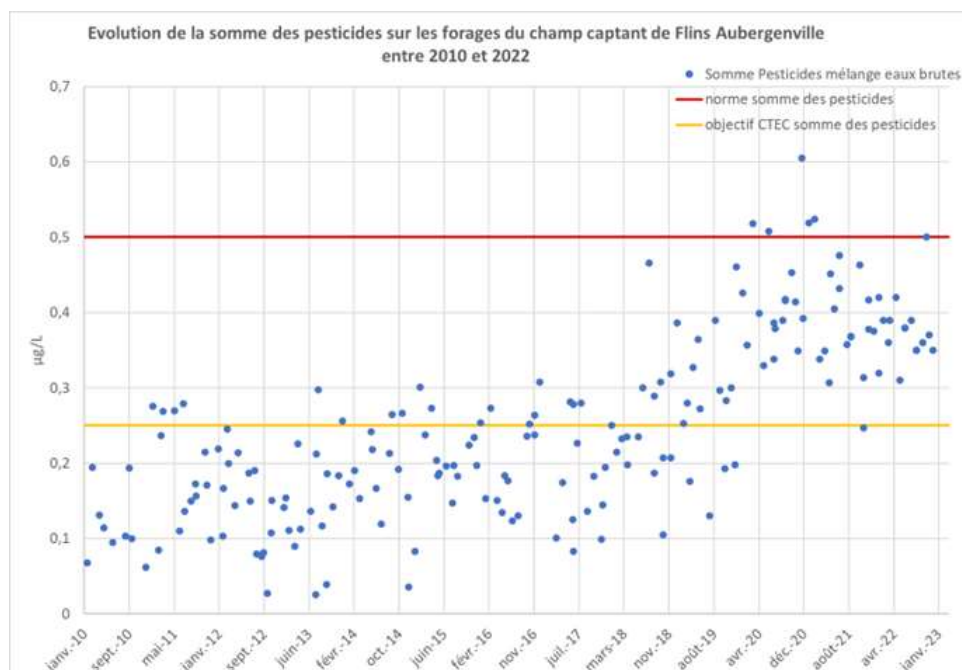


Figure 3 : Evolution de la somme des pesticides du mélange des eaux brutes du champ captant

2.2 Enjeux biodiversité

La zone prioritaire de l'AAC de Flins fait partie du territoire de GPS&O qui a, dans le cadre de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), mis en place une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Trame Verte & Bleue et Belvédères (Figure 4). Cet OAP a pour but de présenter et d'indiquer des préconisations de gestion de la trame verte et bleue locale. La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à constituer ou à reconstituer un réseau écologique cohérent à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer et donc d'assurer leur survie et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services. Elle se décline en plusieurs sous-trames suivant les types de milieux favorables à certains groupes d'espèces (boisé, prairial, aquatique...). Chaque sous-trame est ainsi constituée de composantes (réservoirs de biodiversité) et des corridors écologiques les reliant.

Les couverts IFF et prairies contribuent à la biodiversité en améliorant les corridors écologiques. Ils contribuent aussi à la préservation de la ressource en eau puisque les pressions azote et pesticides y sont négligeables.

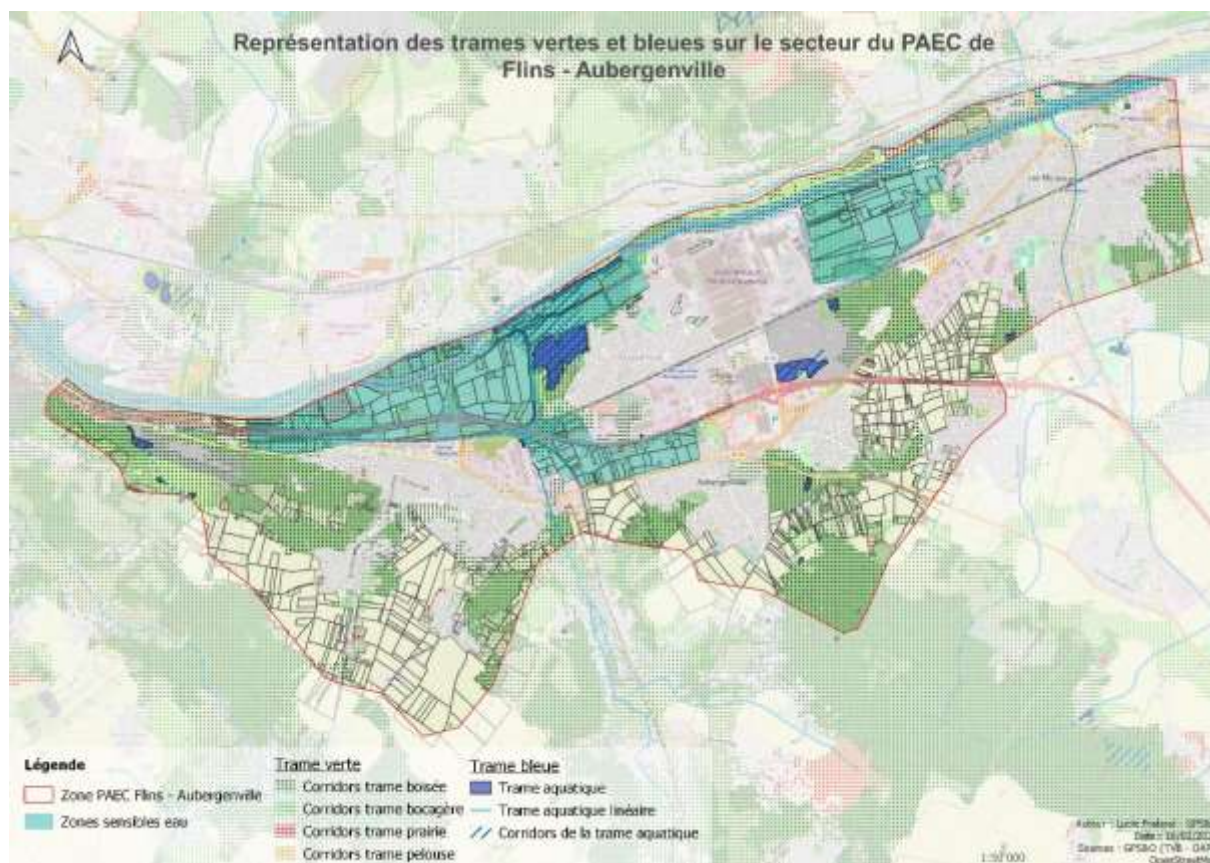


Figure 4 : Cartographie des enjeux biodiversité sur le PAEC de Flins

2.3 Enjeux agricoles

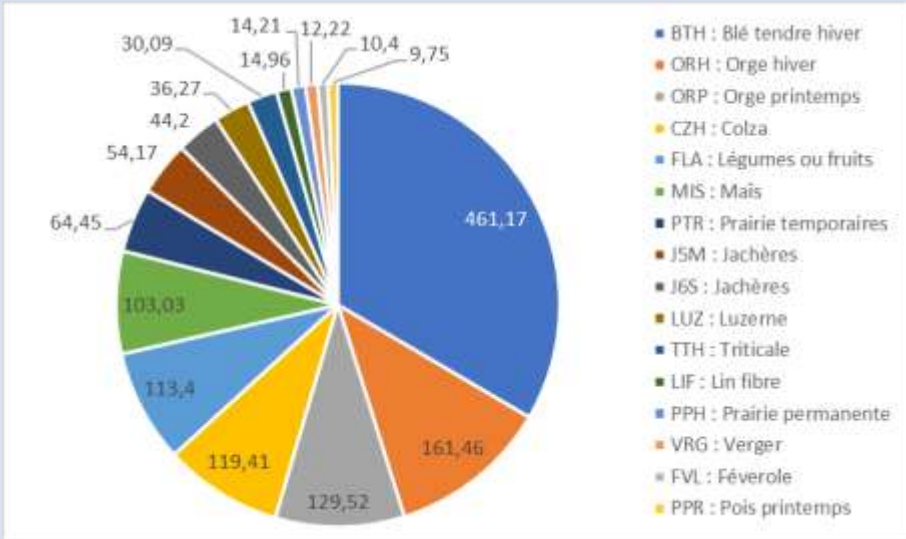
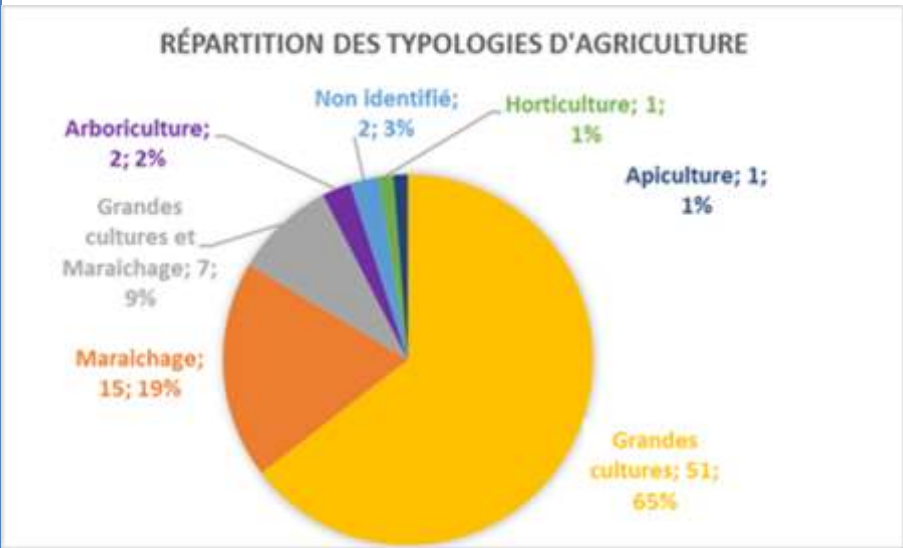
Paramètres	Valeur
SAU Zone Prioritaire	1 450 ha
Nombre d'agriculteurs présents dans la Zone prioritaire	39 exploitants identifiés 6 agriculteurs représentent 50% de la zone prioritaire de l'AAC, dont une majorité en grandes cultures.
Nombre de sièges d'exploitation	7 sièges d'exploitation
Assolement (RPG 2021) : cultures principales sur la zone PAEC	
Répartition des typologies d'agriculture	

Tableau 2 : Quelques caractéristiques agricoles du territoire

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des mesures « systèmes » pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des mesures localisées qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
Terres arables - Grandes cultures (< 10 UGB)	Eau	IL_FLIN_PHY5	Système	MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 2 Réduction progressive de l'IFT herbicides (jusqu'au 20 ^e percentile) et de l'IFT hors herbicides (jusqu'au 10 ^e percentile) Diversification de l'assolement	201 €/ha/an	100 % AESN
Terres arables, cultures pérennes et surfaces herbacées temporaires de 2 ans ou moins	Biodiversité	IL_FLIN_CIFF	Localisée	MAEC Biodiversité - Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles Cette mesure vise à préserver la biodiversité en incitant à la plantation de couverts d'intérêt répondant aux exigences	652 €/ha/an	100 % AESN

² Les financeurs possibles des MAEC sont : le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et l'agence de l'eau Seine Normandie (AESN)

				spécifiques des insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.		
Surfaces herbacées temporaires de 2 ans ou moins	Biodiversité	IL_FLIN_CPRA	Localisée	<p>MAEC Biodiversité - Création de prairies</p> <p>Cette mesure a un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité par la création de couverts herbacés permettant de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants et de créer des zones refuges.</p>	358 €/ha/an	100 % AESN

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Zone prioritaire de l'AAC de Flins-Aubergenville ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

Des plafonds par exploitation et par an ont été définis dans l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2025 de la région Ile-de-France pour certaines MAEC. Ces plafonds sont les suivants :

Enjeu	Mesures	Plafond en €/an
MAEC Climat - Bien-être animal et autonomie alimentaire des élevages	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 1 (HBV1)	12 100 €
	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 2 (HBV2)	17 700 €
	MAEC Elevages d'herbivores - Niveau 3 (HBV3)	23 300 €
MAEC Sol	MAEC Sol Semis direct - Niveau 1 (SOL1)	10 400 €
	MAEC Sol Semis direct - Niveau 2 (SOL2)	15 800 €
MAEC Biodiversité	MAEC Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles (CIFF) pour les surfaces non incluses dans une aire d'alimentation de captages d'eau potable ou une zone Natura 2000	3 260 €

Pour les GAEC totaux le montant maximum des aides défini dans le tableau ci-dessous est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour les mesures à enjeu « climat / bien-être animal », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000
- 3) Niveau d'engagement de la mesure (par ordre décroissant des niveaux)

Au sein de chaque rang de priorité, la priorité est systématiquement donnée aux élevages bovins, ovins et caprins par rapport aux autres types d'élevages éligibles.

Pour les mesures à enjeu « sol », un seul critère de priorisation est fixé et correspond au niveau d'engagement de la mesure concernée (par ordre décroissant des niveaux).

Pour les mesures à enjeu « biodiversité », à l'exception de la mesure « création de couvert d'intérêt faunistique et floristique », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000
- 3) Niveau d'engagement de la mesure (par ordre décroissant des niveaux) le cas échéant.

Pour les mesures à enjeu « biodiversité » de « création de couvert d'intérêt faunistique et floristique », les rangs de priorités sont les suivants :

- 1) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages souhaitant engager 5 ha ou moins
- 2) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000 souhaitant engager 5 ha ou moins
- 3) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en aires d'alimentation de captages (AAC) souhaitant engager plus de 5 ha, à condition que la totalité des surfaces soient situées en AAC
- 4) Demandeurs ayant des surfaces éligibles en zone Natura 2000 souhaitant engager plus de 5 ha, à condition que la totalité des surfaces soient situées en zone Natura 2000.

Au sein de chaque rang de priorité, les nouveaux engagements sont toujours prioritaires.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures listées ci-dessous, vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation :

- MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 2 (IL_FLIN_PHY5)

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

SUEZ EAU France SAS
Région Paris Seine Ouest
Adresse : 42 rue du Président Wilson 78230 LE PECQ

Laetitia CHEGARD, Responsable Ressource en eau
Tel : 01.30.15.33.10 / 06.40.96.23.10
Mail : laetitia.chegard@suez.com

Vous pouvez également contacter le correspondant MAEC de la DDT de votre siège d'exploitation :

Yvelines et Paris et Petite couronne :
Valérie SZABO
Mail : valerie.szabo@yvelines.gouv.fr
Tel : 01 75 27 82 84
Adresse : 35 rue de Noailles – BP 115 – 78 011 Versailles Cedex

Si votre siège d'exploitation est situé hors de la région Île-de-France, vous pouvez contacter votre DDT aux coordonnées habituelles.